

# INTRODUCTION

---

Le patrimoine a pris une place incontournable dans nos sociétés. À la fois marqueur identitaire, ressource touristique, attraction culturelle, il devient aussi un argument politique quand vient le temps de mesurer la place qu'occupent encore les États-Nations dans un contexte général de mondialisation. L'affirmation du pouvoir des gouvernements locaux et nationaux sur «leur» patrimoine a en effet été l'objet de plusieurs démonstrations récentes, depuis la destruction des bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan jusqu'au retrait de la Liste du patrimoine mondial du site de la vallée de l'Elbe à Dresde en Allemagne, entre autres. Cependant, ce patrimoine n'est pas celui des monuments historiques et des chefs-d'œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle, mais plutôt ce que les chercheurs ont défini comme une représentation construite, une signification particulière donnée à un élément.

Le XX<sup>e</sup> siècle a vu l'émergence de «villes globales<sup>1</sup>» qui sont devenues, selon Saskia Sassen, le lieu de convergence de nouveaux enjeux de pouvoir, mais aussi le lieu de vie des trois quarts de la population mondiale et, aujourd'hui, «l'urbain apparaît à la fois comme un lieu de contradiction et comme un cas d'espèce<sup>2</sup>». On peut alors comprendre pourquoi le patrimoine urbain n'a pas cessé de prendre de l'importance en ce qu'il cristallise de nombreuses questions qui se posent à nos sociétés. Certaines d'entre elles, qui renvoient à la place des traditions et des croyances populaires face à la modernité, à la sécularisation des sociétés occidentales ou au déclin des zones rurales, composent la toile de fond de quelques-uns des textes présentés dans cet ouvrage.

- 
1. Sassen, Saskia, 1999, «La métropole : site stratégique et nouvelle frontière», *Cultures et Conflits*, n<sup>os</sup> 33-34, printemps-été, p. 123-133.
  2. Morisset, Lucie K. et Luc Noppen, «Des identités urbaines», dans Morisset, Lucie K. et Luc Noppen (dir.), *Identités urbaines. Échos de Montréal*, Québec, Éditions Nota Bene, 2003, p. 7.

Mais comment définir le patrimoine urbain ? La notion apparaît certes bien large ; à l'environnement des monuments défendu par Gustavo Giovannoni<sup>3</sup> et aux quartiers historiques, se sont ajoutés des ensembles architecturaux plus récents, des formes urbaines et même des pratiques qui ont lieu dans les villes. Pourtant, quel que soit l'objet patrimonialisé, sa signification demeure le résultat de jeux d'acteurs et d'enjeux de pouvoir dont l'objectif semble être celui d'affirmer, par l'intermédiaire de ce patrimoine, la distinction d'un lieu ou d'un groupe. Le patrimoine urbain pourrait-il alors dépasser les limites de la ville et devenir une modalité de relation entre des individus et leur cadre de vie ? Une extension similaire a conduit récemment à l'apparition de la notion de « paysage urbain historique<sup>4</sup> », qui correspond moins à une catégorie et plus à une approche « globale et intégrée » de la gestion de « l'environnement humain ». La frontière entre ce qui relève ou non de l'urbanité semble difficile à tracer clairement et l'on peut se demander où commence et, surtout, où se termine le patrimoine urbain. Au-delà d'une différenciation simplement basée sur ce qui est en ville et ce qui n'y est pas, c'est le sens même de l'urbanité que questionne ce patrimoine à travers les différentes problématiques abordées dans cet ouvrage.

Les textes rassemblés ici cherchent à interroger la notion de patrimoine urbain plutôt qu'à la définir, notamment par l'analyse des processus par lesquels les acteurs privés et publics donnent du sens à cet environnement particulier et, ce faisant, comment ils le transforment. Bien qu'elles convoquent des villes latino-américaines, nord-africaines, européennes et nord-américaines, les réflexions que proposent ces dix contributions se recourent dans l'examen des différentes stratégies mises en place par les acteurs, depuis les pratiques populaires jusqu'aux politiques publiques.

C'est une de ces pratiques, invisibles dans les discours officiels et pourtant très répandues, que nous présente le texte de Lautaro Ojeda Ledesma, doctorant à l'Institut de géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale. Il expose les résultats d'un travail de recensement et d'analyse de 219 *animatas* de la région de Valparaíso, au Chili. Ces petites constructions,

.....  
 3. Tel que le présente Françoise Choay en 1992 dans *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil.

4. UNESCO, Recommandation sur le paysage urbain historique, 27 mai 2011, en ligne <<http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-638-58.pdf>>, consulté le 3 mai 2012.

édifiées en mémoire d'un individu mort de façon tragique sur le lieu même de son décès, sont le fruit d'une pratique répandue en Amérique du Sud, mais peu appréciée des autorités civiles et religieuses. Les caractéristiques mêmes de ces *animitas* dans l'espace urbain, souvent en forme de maison, conservées et maintenues par la population et en constante évolution, dessinent les contours d'un patrimoine affranchi de la reconnaissance institutionnelle et complètement pris en charge par la communauté locale. Ce faisant, l'auteur questionne les limites d'une relation difficile entre les autorités et les populations, tenantes de cette « mémoire dissidente », quand il s'agit de représentations patrimoniales qui touchent à l'histoire et à l'identité. Pourtant, la relative « tolérance » des pouvoirs publics à l'égard de ce patrimoine informel et sa conservation lors de constructions nouvelles sont révélatrices de l'importance de ces pratiques. Si l'apparition du « patrimoine culturel immatériel » semble ouvrir une possible voie de reconnaissance, cette notion paraît tout de même assez limitée tant la matérialité de ces objets est importante. À travers les *animitas* se pose l'une des problématiques centrales du patrimoine urbain, c'est-à-dire une représentation construite sur un cadre bâti évolutif régi par des règlements, mais qui est aussi un lieu de vie et de pratiques populaires.

Dans un contexte différent, le texte d'Anne-Claire Kurzac-Souali, docteure en géographie et professeure agrégée au Lycée Descartes de Rabat, présente également des stratégies d'appropriation du patrimoine urbain mises en place par des acteurs privés, cette fois dans les médinas marocaines. La transformation récente de ces espaces traduit un changement dans l'imaginaire associé à ces quartiers, longtemps vus comme insalubres et occupés par des populations précaires, et aujourd'hui mis en valeur en tant que symboles d'un passé réinventé. C'est surtout l'action d'individus plutôt que celle de l'État qui a été le moteur de la patrimonialisation des médinas, par l'intervention de mécènes d'abord, mais aussi par l'intérêt d'étrangers prêts à y investir. Pendant que les premiers cherchent à faire revivre l'image « mythique » d'une médina qui n'a jamais existé et où ils ne vivent pas, mais qui représente leur identité, les seconds y voient des lieux « authentiques » auxquels ils appliquent leurs propres critères de restauration afin d'en faire des résidences secondaires ou d'y héberger des touristes. À ces interventions s'ajoutent les actions ponctuelles d'autorités qui se concentrent sur le patrimoine monumental, tandis que les habitants de ces quartiers cherchent à améliorer leurs conditions de vie et à profiter de cette valorisation de leur environnement. Ceux-ci veulent aussi s'approprier ces espaces patrimonialisés, dans lesquels ils vivent,

mais d'une façon différente qui correspond davantage à leur propre interprétation du patrimoine. C'est donc un exemple de la complexité liée aux différentes représentations des acteurs impliqués dans la restauration d'un ensemble urbain que présente ce texte, mais aussi de la multiplicité de significations qui peut résulter de ces constructions patrimoniales.

Si les deux textes précédents illustrent la coexistence de représentations issues de processus de patrimonialisation portés par différents acteurs, la contribution de Lyne Bernier, doctorante à l'Institut de géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale, pose la question de la conservation d'une signification. Son texte sur les églises à Montréal et dans le reste du Québec montre combien la réutilisation de bâtiments devenus inutiles, comme conséquence de la baisse du nombre de fidèles, s'avère un processus complexe : d'une part, leur forte signification symbolique est un enjeu majeur de leur conversion et, d'autre part, dans la métropole, la situation est différente du reste de la province. Ces lieux sont en effet le support de multiples représentations, à la fois symboles culturels et repères urbains, et leur « intensité patrimoniale » ne semble pas permettre tous les usages, même quand la valeur patrimoniale de l'édifice n'est pas nécessairement remarquable. L'étude statistique dont l'auteure présente certains résultats et l'analyse de certains cas de reconversions d'églises permettent cependant de proposer quelques pistes quant aux éléments qui doivent être pris en considération dans un projet de conversion de ce type d'édifice. Par ailleurs, les différences mises en évidence entre la situation du parc ecclésial de la ville de Montréal et celle de l'ensemble du Québec montrent que les ventes d'églises et leur conversion sont souvent le fait d'acteurs privés, surtout dans la métropole avec un grand nombre d'organisations d'autres traditions religieuses. Finalement, on comprend combien le projet de destination et la gestion des significations antérieures du bâtiment sont des éléments clés de la réussite de ces conversions, mais aussi que, en tant que lieux iconiques du « vivre-ensemble » dans les villes et les villages, il s'agit d'un patrimoine d'une forte « urbanité ».

Construire, et parfois, préserver une signification patrimoniale suppose avant tout l'existence d'un « Autre » auquel s'adresse le discours qui accompagne la patrimonialisation. La médiation du patrimoine apparaît alors comme un élément clé de son existence, la représentation n'ayant de sens que parce que l'on a quelqu'un à qui en parler. Or, s'il est un lieu dédié par excellence à la médiation du patrimoine, c'est bien le musée. Pourtant, la nature même des éléments patrimonialisés dans l'espace urbain les

rend difficilement « muséalisables », soit parce qu'ils sont monumentaux ou à tous le moins architecturaux, soit parce que leur signification repose sur l'environnement dans lequel ils s'insèrent, à l'image des *animatas* qui n'ont de sens que sur le lieu même de ce qu'elles rappellent. C'est une des questions que pose le texte de Charlotte Leblanc, doctorante en histoire de l'art à l'École pratique des hautes études, sur le réaménagement du musée des monuments français au sein de la Cité de l'architecture et du patrimoine, ouvert à nouveau en 2007 après dix années de travaux. En introduisant une galerie dédiée à l'architecture moderne et contemporaine, dont la seconde partie porte sur « l'influence des mutations sociales sur l'architecture », le musée semble chercher un rapprochement entre l'architecture et le patrimoine qu'il présente depuis plus d'un siècle, mais aussi amener les visiteurs à réfléchir sur l'importance de l'environnement social et de son évolution dans le développement du cadre bâti. Il invite donc à une réflexion sur les relations entre la ville et l'urbain, le patrimoine et l'architecture moderne. Toutefois, les difficultés sont nombreuses depuis la transformation de sens que constitue l'entrée au musée d'un objet (directement ou par sa représentation graphique ou en maquette) jusqu'au choix des éléments à présenter aux publics. Ce sont les enjeux politiques et identitaires, mais aussi l'intérêt et les limites de cette patrimonialisation de l'urbain par le musée que nous présente cette auteure, questionnant ainsi une certaine patrimonialité de l'urbain.

La situation du musée est complexe, car bien qu'il soit un établissement généralement indépendant des institutions gouvernementales, il représente l'action publique par le financement qu'il reçoit des autorités et la mission de service public qu'il remplit. C'est d'ailleurs le cas d'Aquitanis, Office public de l'habitat de la Communauté urbaine de Bordeaux, présenté par Aurélie Hervouet, doctorante en aménagement de l'espace et urbanisme à l'Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3. Ce bailleur social, dont le rôle est de gérer un parc de logements à loyer modéré, connaît des transformations de son rôle qui questionnent sa légitimité. Dans une démarche assez originale, il a décidé de réagir à ces questionnements par la mise en place d'une stratégie fondée sur le développement des valeurs patrimoniales du bâti qu'il administre. À cette fin, l'Office s'est engagé dans un partenariat de recherche dont l'objectif est de définir un « référentiel patrimonial » visant à améliorer la compréhension et l'évaluation des valeurs patrimoniales des sites sélectionnés et à favoriser l'appropriation à l'échelle du bâti, mais aussi du quartier et de l'agglomération. De plus, Aquitanis mise sur cette stratégie pour contribuer au développe-

ment d'une culture d'entreprise. Cette utilisation d'un processus de patrimonialisation pour transformer les représentations associées à certains quartiers, aux logements sociaux et à ceux qui les gèrent pourra-t-elle vraiment atteindre de tels objectifs?

Les autorités municipales peuvent aussi tenter de transformer l'image d'une ville par la mise en valeur de qualités patrimoniales. La ville de Nancy est surtout connue pour l'héritage du règne du duc Stanislas, dont la place est inscrite au patrimoine mondial. Pourtant, les pouvoirs publics locaux ont décidé de promouvoir un autre patrimoine, à l'échelle de la communauté urbaine du Grand Nancy, avec l'architecture de style Art déco. Le nombre important de bâtiments concernés, les différents types et leur localisation dans toute l'agglomération ont conduit les responsables de ce projet à développer une méthodologie adaptée. Ce travail, que nous présente Gilles Marseille, doctorant en histoire de l'art à l'Université Nancy 2, a nécessité la conception d'une couche particulière dans le Système d'information géographique de l'agglomération à partir d'une sélection d'édifices issue d'un travail d'inventaire du bâti Art déco qui a été classé et analysé. Cependant, l'auteur nous montre combien les représentations associées à ce type d'architecture, jugée banale, requièrent pour être changées plus qu'un travail de cartographie. Là aussi, la production d'une signification patrimoniale qui transforme la signification d'un ensemble a besoin d'un accompagnement, d'une médiation. Cette complémentarité pourrait alors permettre à la ville de mettre en valeur une grande partie de ce qui existe déjà sur son territoire pour éventuellement élargir son offre patrimoniale et se construire une identité nouvelle.

D'autres villes font des choix différents et, face à une compétitivité accrue et aux dimensions mondiales, elles cherchent à se différencier. Pour ce faire, certaines villes, comme Toronto, font appel à des architectes de renommée internationale alors que d'autres misent sur la thématisation de quartiers pour s'affirmer. Le cas de la ville de Montréal, présenté par Jonathan Cha, doctorant en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal, est à ce titre paradigmatique. La stratégie utilisée ici semble être l'affirmation d'une idée identité particulière appuyée par le développement de quartiers dédiés à celle-ci. Montréal, qui se veut une métropole culturelle, économique et internationale, a conséquemment développé son Quartier des spectacles, son Quartier des affaires et son Quartier

international (QIM), entre autres. Dans cette recherche d'une identité forte, on pourrait s'attendre à ce que le patrimoine joue un rôle particulier, notamment dans le Vieux-Montréal, mais la mise en scène qui accompagne la thématisation, voire la «spectacularisation» des quartiers, produit de nouvelles significations dont on peut se demander si elles enrichissent ou appauvrissent le patrimoine urbain. Ces investissements de moyens et de sens sont particulièrement importants dans les espaces publics, tels que les places et les squares, où les autorités peuvent intervenir plus directement. Cependant, on est en droit de douter de la pertinence de stratégies plutôt liées au *branding* et à la communication publicitaire pour guider le développement urbain et la planification, et tous ces quartiers ne risquent-ils pas de se retrouver à «l'étroit» dans leur spécialité ou d'avoir besoin de toujours plus d'investissements pour se renouveler sans cesse? Et, comme le souligne l'auteur, on peut être inquiet pour le reste de la ville qui ne bénéficie pas de ces aménagements au moment peut-être où ils en auraient besoin. Se peut-il qu'un nouveau type de patrimoine urbain émerge de ces actions, bien qu'elles semblent n'accorder que peu d'importance à la diversité qui composait ces ensembles?

La situation est différente en milieu rural, dont les relations avec le patrimoine urbain ne sont pas récentes, au moins au Québec. On peut d'ailleurs comprendre un peu mieux comment s'est construite la représentation de l'urbanité dans cette province par l'analyse du *Journal d'agriculture* (en 1919 et 1920) que présente Marie-Noëlle Aubertin, doctorante en muséologie, médiation et patrimoine à l'Université du Québec à Montréal. Partagées entre la vision du ministère de l'Agriculture, pour qui la ville représente la modernité et la raison d'être de la campagne, et celle de la rédaction du journal, qui voit la ville comme un lieu d'influences néfastes sur les mœurs paysannes, ces pages révèlent surtout combien il n'est plus possible pour le monde rural d'ignorer la ville. Mieux, l'auteure explique comment la campagne, qu'elle soit pour ou contre cette ville, n'a plus d'autre choix que de se définir en fonction d'elle. Ce faisant, elle contribue à la construction d'une représentation de l'urbain qui peut soit comprendre soit exclure la campagne qui y est liée et qui pourrait apporter un éclairage nouveau sur les patrimonialisations actuelles d'une campagne imaginée dans les villes (les espaces naturels récréatifs ou encore les terroirs) et d'une ville industrielle et commerciale distincte du monde rural.

Enfin, le texte de Thomas Renard, docteur des universités de Paris-Sorbonne et Ca' Foscari (Venise), propose une analyse historiographique de la notion de patrimoine urbain dans l'Italie de Giovannoni, au début du xx<sup>e</sup> siècle. L'auteur y expose comment l'émergence des premières théories de la restauration peut être mise en relation avec la construction d'une identité nationale dans ce pays alors unifié, et ce depuis un demi-siècle, qui se traduit notamment par une interprétation de la physionomie des villes qui est diffusée dans les guides et les illustrations. À son avis, c'est que cette patrimonialisation de l'urbain repose sur une dimension visuelle du « pittoresque » qui motiva la définition et la préservation des perspectives sur les monuments, y compris leur environnement.

\* \* \*

Les textes qui sont rassemblés dans cet ouvrage sont issus de communications présentées lors de la 7<sup>e</sup> Rencontre internationale des jeunes chercheurs en patrimoine, tenue à Brest en octobre 2011. Ils n'en constituent cependant pas les actes puisqu'ils ont fait l'objet d'une sélection et d'une évaluation par des pairs. Bien entendu, au-delà de ces dix textes, d'autres communications ont abordé d'autres questions que posait l'appel à textes sur les relations entre le patrimoine urbain et le patrimoine naturel ou encore sur la performativité du patrimoine urbain et ses effets sur la construction identitaire des villes. Même ainsi, de nombreuses interrogations demeurent et d'autres surgissent des études qui ont été présentées, mais toutes disent la richesse du champ patrimonial. Nul doute en effet que l'hétérogénéité des approches ne fait que traduire l'intérêt des représentations patrimoniales dans la production de nouveaux savoirs sur les principaux enjeux culturels et sociaux contemporains.

Finalement, il faut souligner le soutien des nombreux partenaires qui ont rendu possible la tenue du colloque et la publication de cet ouvrage, au premier titre l'Institut de géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) qui a accueilli ces trois journées de rencontres et, notamment, son directeur Patrick Dieudonné, mais aussi la communauté urbaine Brest métropole océane, le Conseil général du Finistère, la Région Bretagne, l'Institut des Sciences de l'Homme et de la Société et l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies de Brest. Plus largement, ces rencontres internationales sont possibles chaque année grâce à l'implication constante et au soutien moral, scientifique et financier de Luc Noppen,



titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain (ESG-UQAM), et de Lucie K. Morisset, professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM. C'est aussi grâce au soutien financier du Forum canadien de recherche publique sur le patrimoine et du Groupe interuniversitaire de recherche sur les paysages de la représentation, la ville et les identités urbaines (PARVI) que ce colloque a pu avoir lieu.

Enfin, il nous faut remercier tous les auteurs qui ont soumis leur texte d'avoir pris le temps de répondre à nos exigences, aux corrections et aux commentaires qui leur ont été faits. Nous espérons que ce livre est à la hauteur du travail que nous leur avons demandé.

**Mathieu Dormaels**  
**Yann Le Fur**  
**Lyne Bernier**